

Policy Briefing

Briefing Afrique N°105

Nairobi/Bruxelles, 12 décembre 2014

La face cachée du conflit centrafricain

I. Synthèse

Alors que la communauté internationale et le gouvernement de transition ont le regard braqué sur la capitale, Bangui, une bonne partie du monde rural, notamment à l'ouest et au centre de la République centrafricaine (RCA), est devenue un terroir de violence. La lutte qui oppose les combattants de l'ex-Seleka et les milices anti-balaka a conduit à une recrudescence des affrontements entre communautés d'éleveurs et d'agriculteurs depuis 2013. Ces affrontements forment maintenant un conflit dans le conflit loin des yeux des acteurs internationaux et du gouvernement de transition et déstabilisent davantage la Centrafrique. A l'aube d'une nouvelle saison de transhumance qui risque d'intensifier la guérilla rurale en cours, les acteurs internationaux et le gouvernement de transition doivent impérativement prendre en compte cette dimension de la crise dans leur stratégie de stabilisation et prévenir les risques immédiats de violence entre communautés d'éleveurs et d'agriculteurs.

Avant le déclenchement de la crise centrafricaine à la fin de l'année 2012, le pastoralisme était déjà depuis plusieurs années une source de violence en zone rurale, particulièrement entre éleveurs et agriculteurs. En libérant les ressentiments entre ces communautés et en associant les éleveurs à l'ex-Seleka, la crise a amplifié ces violences de manière exponentielle. Alors que le bétail est l'objet de la convoitise des miliciens anti-balaka et de l'ex-Seleka, les éleveurs répondent aux vols de leur cheptel par des représailles brutales car le bétail est la richesse des pauvres. Le basculement de jeunes éleveurs vulnérables dans les groupes armés, le délitement des structures traditionnelles de médiation entre agriculteurs et éleveurs, et l'arrivée comme chaque année de transhumants, notamment tchadiens, en Centrafrique risquent d'amplifier la guérilla rurale en cours.

Par ailleurs, depuis 2013, cette dernière a déjà forcé de nombreux éleveurs à se réfugier au Tchad et au Cameroun ou à migrer vers d'autres régions en Centrafrique au terme de longues marches. Ces déplacements forcés ont des effets dangereux tels que l'effondrement de la filière de l'élevage, la radicalisation de certains groupes d'éleveurs et le blocage de la transhumance entre le Tchad et la Centrafrique. Ces conséquences de long terme risquent d'entraver la stabilisation du pays et doivent être prises en considération.

Pour contenir la violence dans le monde rural à court terme :

- ❑ Créer un réseau d'informations, coordonné par le Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) et le ministère centrafricain de l'Élevage, pour localiser les risques de confrontation violente entre, d'un côté, les éleveurs et, de l'autre, les anti-balaka et les communautés locales. Ce réseau doit servir de système d'alerte pour les autorités centrafricaines, les ONG et les forces internationales (la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en RCA (Minusca) et la mission française Sangaris).
- ❑ Inclure la lutte contre le trafic de bétail dans les missions de la cellule de lutte contre les trafics de diamants, d'or et d'ivoire intégrée à la Minusca, dont Crisis Group recommandait la création en juin 2014.
- ❑ Désaturer les zones agricoles du Sud-Ouest du Tchad en organisant une concertation régionale entre les autorités tchadiennes, centrafricaines, camerounaises et les ONG sous l'égide de la Minusca pour identifier dans les trois pays des lieux d'installation pour éleveurs qui combinent pâturages et sécurité. Leur installation doit être temporaire et nécessite l'accord des communautés hôtes et des éleveurs.

Pour agir sur les causes de la violence dans le monde rural à moyen terme :

- ❑ Donner un second souffle aux mécanismes traditionnels de médiation agriculteurs-éleveurs grâce à l'organisation, par des ONG spécialisées dans la prévention des conflits, de rencontres informelles entre les représentants des différentes communautés. Les forces internationales devraient s'assurer que l'interdiction de siéger au sein de ces arènes de concertation et d'échanges soit intégrée parmi les mesures de confiance aux groupes armés.
- ❑ Encourager la diffusion grâce aux radios communautaires soutenues par les ONG locales et les organismes religieux de messages de coexistence pacifique rappelant les intérêts communs et les échanges entre éleveurs et cultivateurs, en ciblant les femmes qui jouent traditionnellement un rôle clé dans les relations intercommunautaires.
- ❑ Veiller à inclure dans les programmes d'activités génératrices de revenus mis en œuvre par les ONG internationales les éleveurs sans troupeaux réfugiés au Tchad et au Cameroun ainsi que ceux qui sont encore en Centrafrique.
- ❑ Réaliser une étude socioéconomique par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour étudier des pistes de relance de l'élevage là où la situation sécuritaire le permet.

II. Un conflit invisible et brutal

Les éleveurs ont été particulièrement touchés par le conflit en RCA. Qu'ils soient sédentaires ou semi-sédentaires, transhumants centrafricains ou tchadiens, ils jouent un rôle méconnu mais central dans cette crise. Ils sont impliqués dans le cycle des vengeances intercommunautaires et sont souvent victimes de la prédation des groupes armés.¹

Dès le début de la progression de l'ex-Seleka vers l'ouest centrafricain en 2013, les anti-balaka ont prêté aux éleveurs une complicité avec leurs ennemis selekistes.² La présence dans les rangs de l'ex-Seleka de jeunes Peul, paupérisés et souvent déconnectés des structures traditionnelles, pour certains ayant un passé de miliciens ou de « coupeurs de route », a suscité des amalgames et provoqué un cycle de représailles sanglantes.³ En effet, la dénonciation de comportements individuels de jeunes Peul s'est rapidement transformée en imputation collective et finalement en stigmatisation de la communauté peul dans son ensemble. Cette perception populaire a été facilitée par le fait que les Peuls soient musulmans et par l'accumulation de ressentiments entre éleveurs et cultivateurs dans les zones rurales ces dernières années.⁴

Entre septembre et décembre 2013, l'assimilation des éleveurs à la Seleka a déclenché une vague de violence à leur encontre.⁵ Les opérations punitives se sont succédées, les camps ont été attaqués et les éleveurs massacrés comme à Bossangoa, au nord-ouest, et à Boali, au nord de la capitale, Bangui, en octobre.⁶ Cela a entraîné la radicalisation de certains éleveurs, très souvent bien armés, animés par un désir de vengeance et qui répliquent aux tueries par d'autres tueries comme ce fut le cas récemment non loin de la ville de Bambari, dans la région de la Ouaka au centre du pays.⁷ Cette logique de règlements de compte a conduit à une escalade de la violence sans précédent qui se déroule dans les espaces ruraux, loin des yeux et des préoccupations des acteurs institutionnels en charge de la résolution de la crise centrafricaine (le gouvernement de transition, les Nations unies, l'Union africaine, la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale, l'Union européenne).

¹ Ce briefing a été réalisé à partir d'entretiens effectués en milieu rural, dans les camps de réfugiés du Tchad et du Cameroun et avec les autorités centrafricaines et tchadiennes.

² Voir les rapports Afrique de Crisis Group N°203, *République centrafricaine : les urgences de la transition*, 11 juin 2013 et N°219, *La crise centrafricaine : de la prédation à la stabilisation*, 17 juin 2014.

³ Les Peul comprennent de nombreux groupes en Afrique centrale pour la plupart Mbororo et Fulbe. En RCA, les groupes de Mbororo se composent de Wodaabe et de Jaafun venus du Cameroun dans les années 1920 mais aussi d'Aku (parfois appelés Daneeji en référence à leurs troupeaux de zébus blancs) qui sont venus un peu plus tard du Sud du Tchad. Plus récemment, des Mbororo venus du Tchad font la transhumance en RCA où certains se sont installés. Parmi eux, on retrouve en majorité des Uuda' en réputés pour être bien armés et plus violents, des Biibe Woyla, des Honorbe et des Anagamba. Emmanuel Chauvin et Christian Seignobos, « L'imbroglie centrafricain, Etat, rebelles et bandits », *Afrique contemporaine*, no. 248 (2013-2014), p. 119-148.

⁴ Voir le rapport Afrique de Crisis Group N°215, *Afrique centrale : les défis sécuritaires du pastoralisme*, 1 avril 2014.

⁵ « Les éleveurs sont avec eux, ils font partie du camp d'en face ». Entretiens de Crisis Group, habitants de la capitale, Bangui, 27 février 2014.

⁶ « Ils sont venus pour tuer », Human Rights Watch, 19 décembre 2013; « En Centrafrique: massacres et représailles entre chrétiens et musulmans », *Le Monde*, 5 décembre 2013.

⁷ « Attaque meurtrière en Centrafrique », BBC Afrique, 23 octobre 2014.

A. Les communautés d'éleveurs : victimes et auteurs du conflit

1. Le bétail : source de richesse, source de violence

En RCA comme dans toute la sous-région, le bétail représente un capital économique important et est depuis longtemps à la fois source de richesse et source de violence.⁸ Dès les années 1970, dans l'Ouest du pays surtout peuplé par les Gbaya⁹ des administrations locales ont commencé à imposer des taxes aux éleveurs, conscientes que la valeur des bœufs excédait très largement les possessions des communautés sédentaires des chasseurs-cueilleurs-cultivateurs gbaya. Ces taxations ont eu pour conséquence de fragiliser les relations autrefois bienveillantes entre les populations peul sédentaires ou semi-sédentaires venues du Cameroun dans les années 1920 et les populations de cultivateurs.¹⁰ Ces pratiques ont ensuite été étendues à d'autres provinces.

Depuis vingt ans, les soldats de l'armée centrafricaine, les « coupeurs de routes », et les groupes armés ont très largement profité de la richesse des éleveurs.¹¹ Maraudent près des couloirs de transhumance, ils ont engendré de l'insécurité pour les éleveurs, contribué à leur militarisation et aux changements des itinéraires de transhumance.¹² Cela n'a fait qu'appauvrir davantage des éleveurs qui, depuis une vingtaine d'années, voient leurs troupeaux diminuer en raison de l'insécurité, de l'inflation et de l'accroissement des tailles des familles. Cette évolution a modifié des pratiques pastorales anciennes et poussé de nombreux éleveurs à diversifier leurs activités pour devenir agro-éleveurs ou commerçants-éleveurs.¹³

L'ex-Seleka et les anti-balaka se sont rapidement et pleinement inscrits dans cette longue histoire de prédation et la crise actuelle a abouti à un trafic de bétail sans précédent. Ce phénomène s'explique en premier lieu par le « recyclage » des combattants des groupes armés et des comités d'autodéfense depuis les années 1990. Les mêmes acteurs commettent les mêmes méfaits mais avec des étiquettes différentes. Par exemple, un des chefs des anti-balaka les plus en vue en ce moment est un ancien « coupeur de route » qui, jusqu'en 2012, sévissait à Batangafo, au nord de la RCA, et avait fait du vol de bétail sa spécialité. Les autorités tchadiennes avaient alors demandé aux autorités locales centrafricaines de neutraliser ce bandit devenu célèbre.¹⁴

⁸ Voir le rapport de Crisis Group, *Afrique centrale : les défis sécuritaires du pastoralisme*, op. cit.

⁹ Sur les Gbaya, lire Pierre Kalck, *Histoire de la République centrafricaine* (Paris, 1977); Pierre Vidal, Tazunu, *Nana-Modé, Toala ou: de l'archéologie des cultures africaines et centrafricaines et de leur histoire ancienne*, (Bangui 1982); Paulette Roulon-Doko, *Conception de l'espace et du temps chez les Gbaya de Centrafrique*, (Paris, 1996).

¹⁰ Pendant longtemps, les Gbaya et les Mbororo ont entretenu des relations de confiance qui ont poussé notamment les femmes à développer des systèmes d'entraide et de solidarité. Par ailleurs, les échanges économiques entre Mbororo et Gbaya étaient fréquents sans qu'aucun système hiérarchique ne vienne altérer cette relation. Pour plus d'informations sur la nature de ces relations, voir Paulette Roulon-Doko, « Mon amie Mbororo, vingt ans de contact Gbaya-Mbororo », in Baumgardt Ursula et Jean Derive (dir.), *Paroles nomades, écrits d'ethnolinguistique africaine* (Paris 2005), p. 281-287. Voir aussi Jean Boutrais, « Les savanes humides: dernier refuge pastoral: l'exemple des Wodaabe, Mbororo de Centrafrique », *Genève Afrique*, no. 28 (1990) p. 65-90.

¹¹ Emmanuel Chauvin et Christian Seignobos, op. cit.

¹² Voir le rapport de Crisis Group, *Afrique centrale : les défis sécuritaires du pastoralisme*, op. cit.

¹³ Voir Claude Arditi, « La paupérisation des éleveurs peuls de RCA », in Guillaume Duteurtre et Bernard Faye, *L'élevage, richesse des pauvres* (Paris 2009), p. 37-51.

¹⁴ Andilo, autrement appelé Angelo, est un des chefs anti-balaka les plus redoutés en RCA. Il a volé beaucoup de bovins dans les environs de Batangafo pendant plusieurs années. Bien connu des autorités locales de Batangafo ainsi que des éleveurs de la zone, Angelo a été arrêté mais a finalement

2. La criminalisation et la « milicianisation » de certains jeunes éleveurs

La reconversion de certains éleveurs dans le banditisme n'est pas un phénomène nouveau en Afrique centrale en général et en RCA en particulier. Parmi les « coupeurs de route », nombreux sont ceux qui viennent des communautés d'éleveurs. La perte du cheptel et la paupérisation qui s'ensuit incitent certains à pratiquer un banditisme de subsistance et la fragilité de la cellule familiale entraîne des conflits générationnels. De jeunes éleveurs veulent s'émanciper des structures traditionnelles en partie hiérarchisées par classe d'âge et cherchent des moyens de s'enrichir rapidement. En ville, cette quête d'indépendance est compliquée par l'environnement social et culturel. Certains décident donc d'intégrer les groupes armés qui s'adonnent au banditisme rural et dont les premières victimes sont d'autres éleveurs.¹⁵

Dès sa création, l'ex-Seleka a eu un effet d'attraction sur ces jeunes. En effet, la crise a favorisé ces reconversions. Les vols de troupeaux, une volonté de vengeance qui s'enracine chez les jeunes et la promesse d'une prime d'intégration dans les groupes armés ont été les ingrédients d'un cocktail explosif. Au sud du Tchad, des réfugiés évoquent le départ depuis les camps de groupes de jeunes Peul passant la frontière pour se faire enrôler contre rétribution financière.¹⁶ De même, les mouvements de jeunes Peul entre le Sud du Tchad et l'axe Nana Bakassa-Markounda sont fréquents et meurtriers.¹⁷ La présence d'éleveurs dans des groupes armés évoluant au nord de Bémal ces derniers mois a été signalée ainsi que des attaques de « coupeurs de route » peul.¹⁸

Enfin, parmi les éleveurs qui s'adonnent aux exactions, certains ont auparavant appartenu au Front populaire pour le redressement (FPR) de Baba Laddé.¹⁹ En effet, si le chef de guerre peul est rentré fin 2012 au Tchad avec 400 de ses hommes, d'autres combattants du FPR, à l'instar d'Ali Darassa et du colonel Saad, ont décidé

retrouvé la liberté en 2012 dans des conditions encore méconnues. Entretiens de Crisis Group, autorités locales, Batangafo, décembre 2012.

¹⁵ Pour plus d'informations sur les volontés d'émancipation des jeunesses peul en RCA et au Cameroun, voir Jean Boutrais, « Nderkaaku: la folle jeunesse chez les Foulbés de l'Adamaoua », *Journal des africanistes*, no. 1 (2002), p. 165-181; Christian Seignobos, « Le phénomène zargina dans le nord du Cameroun », *Afrique contemporaine*, no. 239 (2011), p. 35-59. Lire également Jeanne Guégan, « La marginalisation des Mbororo au nord Cameroun », mémoire d'études, Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), Paris, 2008-2009.

¹⁶ Entretien de Crisis Group, réfugié centrafricain, Goré, Sud du Tchad, 31 août 2014.

¹⁷ « Centrafrique: une vingtaine de morts en trois jours dans le nord », *Le Parisien*, 3 mai 2014.

¹⁸ Entretien de Crisis Group, membre d'une ONG humanitaire, Bangui, 5 octobre 2014. « Centrafrique: une vingtaine de morts en trois jours dans le nord », *Le Parisien*, 3 mai 2014; rapport d'ONG international, Bangui, 27 novembre 2014.

¹⁹ Baba Laddé, un rebelle tchadien, a dirigé le FPR, un groupe armé né en 1998 qui a commis de nombreuses exactions dans les régions centrafricaines de la Ouaka, Nana-Grébizi et l'Ouham. Dénonçant la marginalisation des pasteurs peul, Baba Laddé a protégé de nombreux éleveurs mais en a racketté bien d'autres. En septembre 2012, l'armée centrafricaine et les troupes tchadiennes ont mené des opérations contre le FPR forçant Baba Laddé à la reddition et s'en sont pris à des populations peul présumées complices du mouvement. De nombreux Peul ont péri lors de ces opérations. Entretien de Crisis Group, chercheur, Bangui, 5 octobre 2014. Une fois rentré au Tchad, Baba Laddé est nommé conseiller à la primature puis se rend au Niger et évoque des menaces à son encontre. En 2014, il est nommé préfet de Maro par le président tchadien Idriss Déby et prend ses fonctions très tardivement en octobre avant de disparaître récemment. Voir le rapport de Crisis Group, *Afrique centrale : les défis sécuritaires du pastoralisme*, op. cit. Entretiens de Crisis Group, autorités tchadiennes, Sud du Tchad, 30 août 2014. « Tchad: la mystérieuse disparition de l'ancien rebelle Baba Laddé », RFI, 3 décembre 2014.

de rester en RCA et d'intégrer la Seleka ou encore de se regrouper en milices indépendantes, notamment au nord de l'Ouham Pende au nord-ouest de la RCA où ces dernières ont perpétré plusieurs attaques.²⁰

B. *Les éleveurs pris au piège des groupes armés*

1. Les anti-balaka, adeptes du vol de bétail

Dès leur expansion, au sud et à l'ouest du pays à la fin de 2013 et au début de 2014, les anti-balaka ont pillé les troupeaux et très souvent tué leurs propriétaires.²¹ Contrôlant les axes pour racketter les commerçants de bétail, ils ont également mené des expéditions en brousse pour s'emparer des troupeaux. Une partie des animaux ainsi dérobés ont été vendus à des bouchers non musulmans dans les marchés locaux et à Bangui.²² D'autres ont été écoulés par les anti-balaka dans les marchés frontaliers du Cameroun voisin comme à Margouga, Tibati et Ngaoui dans la région de l'Adamaoua.²³ A la frontière camerounaise, les anti-balaka ont aussi intercepté du bétail appartenant à des réfugiés peul qui parfois l'ont récupéré contre paiement.²⁴ A Yaoundé, les informations sur « ce commerce bon marché » sont connues des commerçants de bétail et des bouchers.²⁵

Si les autorités centrafricaines n'ont pas réagi, le Tchad a envoyé à Ngaoundéré, dans l'Adamaoua, une mission composée d'un chargé de mission sur l'élevage à la présidence et d'éleveurs tchadiens qui ont reconnu une partie de leur bétail sur les marchés. Finalement, le gouverneur de l'Adamaoua a reconnu l'existence de ce commerce illicite et la mission tchadienne a obtenu des compensations financières.²⁶

2. Le contrôle du marché de l'élevage par l'ex-Seleka

Les combattants de l'ex-Seleka ont également largement tiré profit de la manne bovine. Plus organisés que les anti-balaka, ils ont tenté de mettre la main sur le commerce de l'élevage comme au marché de Bangui à PK13, un ancien marché délocalisé à PK45 sous Bozizé mais réinstallé par l'ex-Seleka après le coup d'Etat de mars

²⁰ Début 2014, ces groupes ont même réussi à prendre temporairement le contrôle de Bang, une ville proche de la frontière camerounaise et tchadienne. Voir « Mapping conflict motives: the Central African Republic », International Peace Information Service (IPIS), Anvers, novembre 2014. Le colonel Saad a été le « comzone » de la Seleka à Berberati, dans le Sud-Ouest de la Centrafrique, jusqu'au début 2014. Entretien de Crisis Group, autorités locales, Berberati, 13 mars 2014. Il serait aujourd'hui détenu à Koro Toro au Tchad. Voir *ibid.*

²¹ « La communauté des commerçants musulmans de Bossangoa a dressé une liste des 21 campements de bétail raflés qui appartenaient à des musulmans, recensant ainsi près de 5 000 têtes de bétail pillées, ce qui représente une énorme perte financière, sociale et culturelle pour cette communauté majoritairement nomade ». « Ils doivent tous partir ou mourir », Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), Paris, juin 2014. Entretien de Crisis Group, autorités locales et membres d'ONG, Berberati, 13 mars 2014 et responsables religieux, Berberati, 12 mars 2014.

²² Les anti-balaka ont parfois tué le bétail sur place, fumé et vendu la viande dans les villes. Voir le « Rapport final du Groupe d'experts sur la République centrafricaine créé par la résolution 2127 (2013) du Conseil de sécurité », S/2014/762, 29 octobre 2014.

²³ Par ailleurs, les réfugiés centrafricains sont arrivés avec de nombreux bovins affaiblis à la frontière, ce qui a entraîné une mortalité importante du bétail et les a poussé à vendre une partie de leur cheptel à bas prix. Entretien de Crisis Group, cadre des services de l'élevage, Bangui, 4 octobre 2014.

²⁴ Entretien de Crisis Group, réfugiés, Gbiti (Est du Cameroun), mai 2014.

²⁵ Entretien téléphonique de Crisis Group, boucher de Yaoundé, 24 novembre 2014.

²⁶ Entretien de Crisis Group, conseiller à la présidence du Tchad, Ndjamena, 28 août 2014.

2013.²⁷ Présenté comme un ancien commerçant de bétail, le colonel de l'ex-Seleka Hissene Kourou a mis en place une véritable administration parallèle sur le marché, interdisant aux services techniques de l'élevage de s'y rendre et détournant les taxes liées à cette filière pendant plusieurs mois.²⁸ Il a aussi organisé le convoyage de troupeaux volés vers le Tchad.²⁹

Aujourd'hui, la prédation se développe en province. Au nord du pays, de nombreux éleveurs installés sur les axes Kabo-Batangafu, Kabo-Ouandago ou Kabo-Moyenne Sido reçoivent régulièrement la visite des selekistes, transformés en percepteurs armés.³⁰ Les points d'eau ou les zones de passage des transhumants deviennent des lieux de taxation privilégiés.

Les interactions entre éleveurs et combattants de l'ex-Seleka sont fluctuantes: elles dépendent de dynamiques locales et de la sociologie des combattants et des éleveurs. A Kabo, au nord-centre de la RCA, les éleveurs sont inégalement touchés par le racket de l'ex-Seleka. Les éleveurs arabes missérié venus du Tchad dans les années 1980 entretiennent des relations privilégiées avec des commerçants de la ville, dont certains appartiennent aujourd'hui aux groupes de combattants de l'ex-Seleka. A l'inverse des Peul, ces relations privilégiées leur évitent vols de bétail et rackets.³¹

3. La médiation : une activité lucrative

Les stratégies de contrôle des territoires diffèrent fortement entre les groupes anti-balaka et ceux de l'ex-Seleka. Alors que les groupes de jeunes anti-balaka cherchent à contrôler des tronçons de route afin de prélever des taxes informelles et voler (véhicules, aide humanitaire, argent, etc.),³² les combattants de l'ex-Seleka contrôlent des villes et se substituent complètement à l'administration, jusqu'à utiliser ses locaux afin de remplir le rôle de douaniers, de policiers et même de magistrats à certaines occasions.

²⁷ L'emplacement du marché à bétail a longtemps été un sujet de crispation très fort entre le gouvernement et les commerçants de bétail mais aussi entre ces derniers et la Fédération nationale des éleveurs centrafricains (FNEC). Il n'est donc pas étonnant de retrouver au sein de la Seleka d'anciens commerçants de bétail de Bangui. Les quatre grandes associations de commerçants de bétail sont majoritairement arabes et une seule est peul. Les tensions entre ces commerçants et la FNEC, essentiellement composée de Peul, n'étaient pas rares. Entretien de Crisis Group, cadre des services de l'élevage, Bangui, 4 octobre 2014.

²⁸ Michel Djotodia, alors président de la Centrafrique depuis le coup d'Etat de mars, est intervenu en août 2013 pour que les services de l'élevage reprennent leurs activités au marché PK13. Entretien de Crisis Group, directeur du grand abattoir de Bangui, Bangui, 5 octobre 2014.

²⁹ « Un colonel tchadien de la Seleka tente la partition de la RCA: que disent Djotodia, Tiangaye et la CEEAC », Kangbi-Ndara (www.kangbi-ndara.com), 3 août 2013.

³⁰ Entretien de Crisis Group, chef traditionnel peul, Kabo, 12 octobre 2014.

³¹ Les grands commerçants de la ville de Kabo sont des Arabes missérié et quelques Runga qui font notamment les étoffes et les habits. La fermeture de la frontière avec le Tchad a considérablement affecté l'économie de Kabo qui était auparavant un carrefour commercial. Aujourd'hui le commerce est à l'arrêt, le prix du carburant a doublé et les commerçants soudanais ont quitté la ville. Entretien de Crisis Group, commerçant, Kabo, 13 octobre 2014.

³² De très nombreux rapports d'ONG internationales relatent ces braquages comme le 18 novembre 2014, lorsqu'un camion affrété par une ONG et transportant des médicaments et des produits de première nécessité a été arrêté et pillé sur l'axe Bambari-Grimari par des éléments assimilés aux anti-balaka; ou comme les 5 et 7 novembre lorsque des convois humanitaires ont été braqués par des miliciens anti-balaka sur l'axe Bangui-Boali. Rapports d'ONG internationale, Bangui, 5, 7 et 18 novembre 2014.

Aujourd'hui, les « comzone » ou « combase » de l'ex-Seleka vont jusqu'à investir la sphère des médiations traditionnelles.³³ A Kabo, les conflits entre éleveurs et agriculteurs sont désormais « arbitrés » par les chefs de guerre locaux : lorsque des bêtes piétinent les champs, les hommes de l'ex-Seleka dressent les constats, fixent le montant des amendes et prennent au passage leur tribut. L'appropriation d'une fonction traditionnelle par les chefs de guerre locaux est lourde de conséquences : cette médiation armée entraîne un délitement des ententes traditionnelles et des règlements à l'amiable qui permettent de conserver une certaine cohésion sociale au sein des zones du Nord et, de surcroît, elle « milicianise » une fonction sociale. Alors que certaines ONG internationales envisagent de redynamiser des comités de médiation entre agriculteurs et éleveurs pour recréer du lien social, la présence d'hommes armés dans ces processus pourrait porter un coup fatal à toutes ces initiatives.

C. *Les conséquences du pastoralisme en guerre*

La crise centrafricaine a redessiné la géographie du pastoralisme en RCA³⁴ conduit à l'effondrement de la filière de l'élevage, fragmenté l'ex-Seleka, et elle risque d'être aggravée par l'actuelle transhumance en provenance du Tchad.

1. Une nouvelle géographie de l'élevage et l'effondrement de la filière du bétail

La crise a provoqué des déplacements forcés des éleveurs de l'Ouest et du centre du pays vers les pays voisins et vers l'est et le nord de la RCA. L'Ouest du pays s'est littéralement vidé de ses éleveurs qui ont fui massivement vers le Cameroun et le Tchad.³⁵ Conséquence directe de cet exode, les camps de réfugiés du Cameroun et du Tchad sont en bonne partie peuplés d'éleveurs.³⁶ Dans la zone contrôlée par les anti-balaka, seules certaines enclaves comme Yaloké et Boda abritent encore des éleveurs mais elles sont davantage des îlots d'insécurité que des espaces sanctuarisés pour des populations constamment sous la menace de nouvelles attaques.³⁷

Au nord et à l'est de la ligne de front reliant Paoua, Batangafo et Kaga Bandoro, de nouvelles zones d'implantation et de concentration des éleveurs sont aujourd'hui visibles en RCA. Le triangle Kabo-Batangafo-Ouandago est traditionnellement une zone où transhument de nombreux éleveurs centrafricains. Mais depuis le début de la crise, des milliers de nouveaux arrivants ont à leur tour installé leurs campements en quête de sécurité.³⁸

³³ « Comzone » et « combase » sont des dénominations que se donnent les chefs de l'ex-Seleka.

³⁴ Les déplacements forcés des éleveurs en raison de l'insécurité en RCA ne sont pas des phénomènes nouveaux. En 2005-2006, selon le Haut Commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR), 25 000 réfugiés, essentiellement mbororo, ont fui vers le Cameroun en raison des coupeurs de route qui leur volent leur bétail et enlèvent des enfants. « Cameroun: de nouveaux bureaux sont ouverts pour assurer la protection et dispenser des soins aux centrafricains Mbororo », point de presse, HCR, 27 mars 2007.

³⁵ « Cameroun: aider les réfugiés centrafricains à surmonter les traumatismes des massacres », CARE, 21 novembre 2014.

³⁶ Entretiens de Crisis Group, réfugiés, camps de Garoua-Boulai et Gbiti, mai 2014; réfugiés, camps de Sido, de Goré et village de Mbitoye, Sud du Tchad, août 2014.

³⁷ Les populations encerclées dans ces enclaves « encourent un risque très élevé d'attaques et elles ont d'urgence besoin d'une amélioration de la situation de sécurité », déclarait le porte-parole du HCR. « Le HCR appelle à protéger 15 000 personnes directement menacées en République centrafricaine », point presse, HCR, Bangui, 25 février 2014.

³⁸ Entretiens de Crisis Group, éleveurs en fuite, Moyenne Sido, 12 octobre 2014.

Les affrontements ont poussé de nombreux éleveurs du centre vers le sud-est et les régions du Mbomou et du Haut Mbomou qui ont accueilli de nombreux Mbororo à partir des années 1980 et restent plus ou moins épargnées par la crise actuelle.³⁹ La région du Haut-Mbomou, à la frontière avec le Soudan du Sud et la Province orientale de la République démocratique du Congo est actuellement attractive pour les éleveurs. Le marché de Mboki est aujourd'hui l'étape obligée pour la vente de bétail en direction de ces pays limitrophes.⁴⁰

Enfin, la commune d'élevage de Kouï située près de Bocaranga, et dans une moindre mesure celle de Niem près de Bouar, à l'ouest, ont été des pôles d'attraction pour des éleveurs en fuite. Les conditions de sécurité y sont meilleures et les éleveurs se déplacent de part et d'autre de la frontière avec le Cameroun. Cette mobilité est facilitée par les liens forts qui unissent les Peul Jaafun présents des deux côtés de la frontière.⁴¹

L'exode d'une partie des éleveurs centrafricains a provoqué l'effondrement de ce secteur économique. La viande se fait rare : l'activité du grand abattoir de Bangui a chuté de 85 pour cent (de 200 abattages par jour en 2012 à seulement trente aujourd'hui).⁴² Les crises passées ont souvent abouti à une recomposition des échanges,⁴³ mais aujourd'hui des régions entières dépendent de l'importation de bovins. Au sud-ouest du pays, les bouchers vont parfois acheter des bovins à leurs anciens fournisseurs au sein même des camps de réfugiés au Cameroun.⁴⁴ En province, là où des éleveurs sont restés, les marchés primaires (villages) et secondaires (villes) sont bien souvent désertés en raison de l'insécurité qui prévaut.⁴⁵ La déstructuration des réseaux commerciaux et l'inaccessibilité des principaux marchés contribuent à l'appauvrissement des éleveurs.

Par ailleurs, le panorama des acteurs de la filière est complètement bouleversé, entraînant l'assèchement des circuits commerciaux. Les systèmes de préfinancements des bouchers par les grossistes et les commerçants nigériens ont périclité. En effet, à Bangui, les bouchers vivaient en partie grâce aux crédits accordés par les commerçants nigériens qui leur permettaient d'acheter des bêtes. Ces derniers, spé-

³⁹ Dans le Sud-Est, des combattants de l'Armée de résistance du seigneur (LRA) sont toujours actifs mais ce groupe est dans un état de déliquescence avancé. Entretien de Crisis Group, acteur humanitaire, Bangui, 3 octobre 2014. Des violences entre la population et les Peul ont néanmoins eu lieu récemment dans le Sud-Est. « Centrafrique-Zémio: une attaque de Peul fait trois morts au village Dar », Réseau des journalistes pour les droits de l'homme, 4 décembre 2014.

⁴⁰ A Ango en RDC, un Peul a confié à Crisis Group remonter à Mboki du côté centrafricain pour faire du commerce et revenir en Province orientale. Entretien de Crisis Group, chef traditionnel peul, Ango, 20 août 2013.

⁴¹ Entretien de Crisis Group, expert du pastoralisme, Paris, 8 décembre 2014.

⁴² Alors que Bambari et les régions du Sud-Est de la RCA sont des zones très importantes d'élevage et approvisionnaient le marché de Bangui, les animaux ne partent presque plus par la route mais prennent la voie fluviale et sont transportés dans des baleinières. Une fois à Bangui, certains bouchers associés à des anti-balaka interceptent une partie à Ouango Sayo dans « le port » du septième arrondissement et abattent les bêtes sur place. Les membres de l'Agence nationale de l'élevage centrafricain (ANDE) s'y sont vu refuser l'accès. Entretien de Crisis Group, directeur du grand abattoir de Bangui, Bangui, 1 octobre 2014.

⁴³ Emmanuel Chauvin, « Conflits armés, mobilités sous contraintes et recomposition des échanges vivriers dans le nord-ouest de la Centrafrique », étude doctorale de géographie de Paris, Université Paris Panthéon Sorbonne, 2014.

⁴⁴ Entretien de Crisis Group, acteur du secteur de l'élevage, Bangui, 4 octobre 2014.

⁴⁵ Entretien de Crisis Group, membre d'une organisation humanitaire, Bangui, 3 octobre 2014.

cialisés notamment dans l'exportation des peaux de bêtes en direction du Nigéria, sont partis et n'injectent donc plus d'argent dans les circuits.

2. Une fragmentation accrue des groupes armés : la révolte des Peul de l'ex-Seleka

A Bambari, l'émergence d'une grande faction peul de l'ex-Seleka en 2014 est le produit de tensions communautaires qui se manifestent par les affrontements avec les anti-balaka, mais aussi la conséquence d'un racket systématique des éleveurs par les selekistes originaires de l'Est du pays. En effet, les combattants de l'ex-Seleka qui ont quitté Bria pour rejoindre l'Ouest du pays, en 2013, ont racketté de nombreux Peul, revendant le produit de ce vol sur place à des commerçants de bétail complices qui alimentaient une filière vers le Soudan.⁴⁶ Par la suite, l'installation du « comzone » « Ben Laden »⁴⁷, un Gula proche de l'ancien dirigeant de la Seleka Michel Djotodia, a désavantagé les éleveurs de Bambari mis à contribution pour financer l'effort de guerre. Par ailleurs, les hommes de l'ex-Seleka placés sous le commandement de Tom Adam ont aussi attaqué les troupeaux des Peul.⁴⁸

Face aux agissements des hommes de la Seleka à Bambari et aux attaques des anti-balaka, Ali Darassa, ancien commandant peul de l'ex-Seleka et ancien bras droit de Baba Laddé, a formé en octobre 2014 son mouvement armé, l'Unité pour la paix en Centrafrique.⁴⁹ Depuis, deux autres mouvements se sont créés et l'ex-rébellion Seleka est désormais divisée en trois factions.⁵⁰ Accompagné de beaucoup d'hommes et bien armé,⁵¹ Ali Darassa avait repris le contrôle de Bambari et infligé aux Gula de Zoundeko de multiples défaites militaires depuis plusieurs mois, avec souvent en toile de fond des luttes pour le contrôle des ressources.⁵² A Bambari, Ali Darassa peut compter sur le soutien des Peul Uda'en dont il est issu et qui sont très nombreux dans la périphérie de la ville. En outre, face à une menace collective, les autres clans peul se sont solidarisés, mettant en sommeil les tensions inter-claniques qui existaient avant la crise.⁵³

⁴⁶ Entretien de Crisis Group, Peul membre d'une agence humanitaire et originaire de Bambari, Bangui, le 18 octobre 2014. Voir le « Rapport final groupe du Groupe d'experts », op. cit.

⁴⁷ « Ben Laden » était réputé pour commettre de nombreuses exactions sur les populations civiles à Bambari. « Congo-Brazzaville: visite de Michel Djotodia à Oyo pour préparer la réunion de Bangui sur la RCA », RFI, 7 novembre 2013.

⁴⁸ Voir le « Rapport final du Groupe d'experts », op. cit.

⁴⁹ « Communiqué final de l'assemblée générale de Bambari », communiqué de presse, hauts responsables militaires du Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC), 25 octobre 2014.

⁵⁰ Latente depuis plusieurs mois, la division de l'ex-Seleka est dorénavant officielle. A Bambari, Ali Darassa est soutenu par le chef de guerre Al Khatim qui contrôle le Nord-centre de la RCA. A Bria, il existe une faction nommée le Rassemblement patriotique pour la renaissance de la Centrafrique (RPRC) essentiellement composée de Gula de l'ex-Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR) dirigée par les chefs de guerre Zacharia Damane et Zoundeko. Nouredine Adam, ancien bras droit de Michel Djotodia, a organisé le congrès de sa faction, le FPRC en novembre à Kaga Bandoro. Cette fragmentation du mouvement vient matérialiser des divisions qui ont toujours existé au sein de la Seleka. « RCA: le temps des questions difficiles », *In Pursuit of Peace blog*, 4 novembre 2014.

⁵¹ Mahamat Ousmane Mahamat serait le principal fournisseur d'armes d'Ali Darassa. Entretien de Crisis Group, Peul, Bangui, 18 octobre 2014.

⁵² « Bambari: violents combats entre Peuls et Goula de la Seleka », *Journal de Bangui*, 27 août 2014. Voir aussi le « Rapport final du Groupe d'experts », op. cit.

⁵³ Entretien de Crisis Group, Peul membre d'une agence humanitaire et originaire de Bambari, Bangui, 18 octobre 2014.

Quittant le registre de l'autodéfense, certains Peul commettent aujourd'hui de nombreuses représailles contre la population non musulmane de Bambari, pour partie déplacée dans les villages alentours.⁵⁴ Loin de pratiquer la riposte graduée, ils se rendent coupables de tueries et accentuent la haine intercommunautaire, comme en septembre et octobre 2014, lorsque des Peul ont tué 30 personnes.⁵⁵

3. La transhumance transfrontalière Tchad/Centrafrique : un nouveau risque à l'horizon

Crisis Group a analysé les conflits liés à la transhumance annuelle tchadienne en RCA et leur déficit de régulation interétatique aux dangereuses conséquences : éclatement des couloirs traditionnels, militarisation croissante de certains éleveurs transhumants et développement du phénomène des néo-éleveurs.⁵⁶ Habituellement violente, la descente des éleveurs nomades tchadiens en RCA risque de s'effectuer dans un contexte désastreux : les provinces de l'Ouham et l'Ouham Pende, au nord-ouest, sont occupées par les anti-balaka et quelques autres groupes comme Révolution et justice,⁵⁷ et les relations entre Tchadiens et Centrafricains se sont dégradées. De plus, en dépit de contacts préliminaires pour réguler la transhumance entre les autorités tchadiennes et centrafricaines, ces dernières n'ont pas la capacité administrative de mettre en œuvre le dispositif existant et la crise qui frappe la RCA est venue porter un coup fatal à ces initiatives.⁵⁸ La transhumance traditionnelle risque d'être synonyme de « sur-crise ».

En effet, la remontée précoce des transhumants tchadiens entre mars et mai 2014 a été très violente et offre un avant-goût tragique de ce qui pourrait advenir pendant la descente. La région de l'Ouham Pende a été particulièrement touchée. En avril, les attaques menées à Bémal par des éleveurs qui remontaient vers le Tchad, avec la complicité de soldats tchadiens,⁵⁹ ou encore les cycles de vengeance entre transhumants tchadiens et groupes anti-balaka entre Bozoum et Bocaranga, également au nord-ouest, ont entraîné leur lot d'atrocités.

⁵⁴ « 20 000 personnes, des chrétiens pour la plupart, vivent actuellement dans trois camps de personnes déplacées à Bambari : à côté de la base de la MINUSCA, à côté de la base de l'armée française et dans l'enceinte de l'église catholique de Notre-Dame des Victoires. Par ailleurs, plusieurs milliers de musulmans déplacés ont trouvé refuge auprès de familles hôtes dans le quartier musulman de la ville, le quartier Bornu ». Voir « Une réaction est requise en urgence afin de combattre la violence croissante dans le centre du pays », déclaration, Amnesty International, 6 novembre 2014.

⁵⁵ Ibid.

⁵⁶ Voir le rapport de Crisis Group, *Afrique centrale : les défis sécuritaires du pastoralisme*, op. cit.

⁵⁷ Ce groupe armé a déjà indiqué qu'il avait combattu des pasteurs peul et l'armée tchadienne. Voir le « Rapport final du Groupe d'experts », op. cit.

⁵⁸ En octobre 2012, à l'issue d'une réunion de la commission mixte tchado-centrafricaine à Ndjamen, un accord a été signé afin de réguler les mouvements des éleveurs des deux côtés de la frontière. « Accord bilatéral de coopération technique entre la RCA et la République du Tchad en matière de mouvement de bétail », Ndjamen, 30 octobre 2012. La crise centrafricaine a plongé cet accord dans l'oubli. En mai 2014, la Banque mondiale a relancé la question de la régulation de la transhumance transfrontalière en organisant à Ndjamen un atelier réunissant la plateforme pastorale tchadienne, les autorités administratives, des institutions de médiation, des fédérations d'éleveurs et d'agriculteurs des deux pays et des ONG. « Echange RCA-TCHAD sur la prévention de conflits et l'accompagnement de la transhumance », Banque mondiale, Ndjamen, 10-20 mai 2014.

⁵⁹ Entretien de Crisis Group, membre d'une ONG humanitaire situé au nord du pays, Bangui, 18 octobre 2014.

Parmi les transhumants tchadiens qui sont remontés, certains ont laissé leurs troupeaux aux mains de leurs jeunes avant la frontière,⁶⁰ d'autres ont passé la frontière avec leur bétail. Souvent soumis à un prélèvement forcé des soldats de l'armée tchadienne, beaucoup ont dû fournir une ou deux bêtes pour passer. La fermeture de la frontière par les autorités tchadiennes, en mai 2014, est venue compliquer la situation des éleveurs au sud du Tchad et saturer les pâturages dans le Sud-Ouest du Tchad, une région principalement agricole.⁶¹ Bien que cette fermeture soit vécue comme un obstacle par de nombreux éleveurs, certains envisagent de contourner le dispositif sécuritaire en place.⁶²

A Mbitoye, une ville située au confluent des trois frontières Tchad-RCA-Cameroun, des éleveurs pourraient décider de se diriger vers le Cameroun pendant la saison sèche.⁶³ Cependant, de nombreux éleveurs interrogés au sud du Tchad en septembre déclarent vouloir redescendre en RCA pour sauver leurs troupeaux : « on n'a pas d'autre choix que de suivre nos troupeaux, si on reste ici, ils vont mourir ».⁶⁴

Aujourd'hui, ce mouvement est déjà enclenché. Le début de la transhumance tchadienne en RCA commence habituellement en octobre-novembre; plusieurs groupes ont déjà passé la frontière de façon éparse et des incidents ont déjà été signalés. En octobre, des groupes d'éleveurs venus du Tchad ont attaqué les villages de Kava, de Samba, de Vafio et de Behili sur l'axe reliant Batangafo à Kabo.⁶⁵ Même si certains éleveurs tchadiens déclarent vouloir se déplacer plus à l'est et éviter le Sud du pays contrairement à leurs habitudes,⁶⁶ les régions de l'Ouham et de l'Ouham Pende, théâtres réguliers d'affrontements entre éleveurs et populations locales, demeurent incontournables pour beaucoup d'entre eux. Compte tenu du contexte actuel en RCA et de la présence minoritaire mais réelle au sein des éleveurs tchadiens de convoyeurs de bétail liés aux autorités militaires et administratives du Sud du Tchad,⁶⁷ cette transhumance peut facilement se transformer en une véritable expédition militaire.

⁶⁰ Des éleveurs tchadiens et centrafricains réfugiés au Tchad confient avoir laissé leur troupeau en RCA, notamment à Faradzala, Ouandago, Kabo et Moyenne Sido. Entretiens de Crisis Group, éleveurs réfugiés, Sido, 3 septembre 2014.

⁶¹ Par ailleurs, l'annonce par les autorités tchadiennes de l'ouverture prochaine d'un corridor humanitaire sur un couloir de transhumance reconnu est peut-être un geste vis-à-vis des éleveurs. En effet, le corridor, situé loin des foyers de population en RCA et difficilement accessible pour les ONG en raison de l'absence de routes, est localisé dans la préfecture du Mandoul où chaque année de nombreux éleveurs passent pour descendre en RCA. Entretien de Crisis Group, personnel des Nations unies, 3 octobre 2014.

⁶² Entretiens de Crisis Group, éleveurs peul, Sido, Goré, Mbitoye, août 2014.

⁶³ Chaque année, seuls quelques éleveurs tchadiens effectuent leur transhumance au Cameroun; la RCA demeure le jardin d'éden d'une majorité des éleveurs tchadiens. Entretiens de Crisis Group, chercheur sur le pastoralisme, Ndjamen, 23 août 2014 et représentant d'une association de Peul au Tchad, Ndjamen, 24 août 2014.

⁶⁴ Entretiens de Crisis Group, éleveurs peul, Sido et Mbitoye, août 2014.

⁶⁵ Entretien de Crisis Group, acteur humanitaire, Kabo, 15 octobre 2014.

⁶⁶ Entretiens de Crisis Group, éleveurs peul, Sido et Mbitoye, août 2014.

⁶⁷ Voir le rapport de Crisis Group, *Afrique centrale : les défis sécuritaires du pastoralisme*, op. cit.

III. Contenir et prévenir la guérilla rurale

La crise centrafricaine a accentué les anciens conflits au sein du monde rural et en a fait émerger de nouveaux. Une plateforme réunissant les autorités, les ONG, certains bailleurs et l'ANDE a été créée à Bangui pour travailler sur les problèmes d'élevage en situation de conflit, mais celle-ci est confrontée au dilemme suivant : les politiques d'amélioration et de régulation de l'élevage s'inscrivent dans la longue durée, or le début de la transhumance, les violences intercommunautaires, et le risque d'une aggravation de la crise liée à la transhumance tchadienne qui a commencé ces dernières semaines exigent des réponses rapides.

De ce fait, les mesures proposées ci-dessous relèvent du court et du moyen terme.⁶⁸ A court terme (un trimestre), il importe de mettre en place un système d'information, d'enquêter sur le trafic de bétail et d'éviter la saturation des pâturages du Sud-Ouest du Tchad. A moyen terme (un semestre), il importe de développer la médiation et de réduire la vulnérabilité socioéconomique des éleveurs en intégrant la relance de l'élevage dans une stratégie globale de reconstruction socioéconomique du pays.

A. Actions de court terme

1. Savoir pour prévenir

Les conflits liés au bétail se déroulent en milieu rural, loin des yeux des autorités centrafricaines et des acteurs internationaux présents en RCA. Par conséquent, à court terme, un véritable réseau d'informations doit être créé sous l'égide d'OCHA et du ministère de l'Élevage afin de localiser les risques de confrontation violente entre les éleveurs et les anti-balaka et/ou communautés locales, et servir de système d'alerte pour les autorités centrafricaines et les forces internationales. A moyen terme, ce projet doit se transformer en un suivi dynamique de la transhumance.

La connaissance des parcours des transhumants passe en premier lieu par la connaissance des éleveurs eux-mêmes. Il est donc essentiel de localiser les zones de concentration d'éleveurs, de procéder à l'identification de leurs chefs traditionnels (peul ou arabes) en allant à leur rencontre et d'estimer l'importance des troupeaux. A cet effet, la mise en place de services pour les éleveurs, à l'instar des campagnes de vaccination, sont des voies privilégiées pour établir ces premiers contacts. Des ONG procèdent déjà à la vaccination du bétail dans plusieurs localités centrafricaines quand la sécurité le permet.⁶⁹ Il faut dorénavant reproduire ces initiatives dans d'autres villes centrafricaines, ainsi qu'au sud du Tchad.⁷⁰

En outre, afin de faciliter la collecte d'informations, les bailleurs de fonds devraient financer le recrutement d'un expert du pastoralisme au sein de chacune de ces ONG afin d'échanger avec les éleveurs et de collecter des informations pour les envoyer à Bangui et à Ndjamena. La prise de contacts avec les transhumants tchadiens au sud du Tchad est également essentielle pour comprendre leurs intentions et les itinéraires qu'ils comptent emprunter. Enfin, côtoyant à diverses occasions les éle-

⁶⁸ Par court et moyen termes, nous entendons un trimestre et un semestre. Il s'agit de délais raisonnables de mise en œuvre pour les projets envisagés dans ce chapitre.

⁶⁹ Des campagnes de vaccinations sont menées à Ouandago, Kabo et Bozoum. Entretien de Crisis Group, acteur humanitaire, Bangui, 5 octobre 2014.

⁷⁰ Au sud du Tchad, la Banque mondiale finance un programme de vaccination du bétail qui devrait être mis en œuvre rapidement.

veurs en brousse, les forces internationales devraient envoyer leurs informations au bureau d'OCHA à Bangui.⁷¹

A partir de ces données, à court terme, OCHA devrait élaborer une base de données et une cartographie des zones à risques.⁷² A moyen terme, pour fournir des informations actualisées et avoir une lecture dynamique des mouvements des éleveurs, il faudrait mettre en œuvre un projet de suivi de la transhumance en s'inspirant des expériences réalisées dans d'autres pays.⁷³

2. Lutter contre les trafics de bétail

La lutte contre la prédation des groupes armés ne peut faire l'impasse sur le vol de bétail, un phénomène en pleine expansion et une source de financement importante pour les combattants. Crisis Group recommandait en juin 2014 la création d'une cellule de lutte contre les trafics de diamants, d'or et d'ivoire intégrée à la Minusca.⁷⁴ Cette recommandation est toujours valide et devrait être étendue au trafic de bétail. A partir des travaux du Groupe d'experts des Nations unies, cette cellule devrait mener des investigations pour identifier les organisateurs des filières parallèles de revente des troupeaux ainsi que les lieux où sont écoulés ces cheptels, notamment dans les pays voisins.⁷⁵ La composition et le mandat onusien de cette cellule devraient lui permettre de mener ces enquêtes et d'impliquer les pays voisins pour lutter contre cette forme de criminalité.

3. Eviter la saturation des pâturages du Sud-Ouest tchadien

Dans le Sud-Ouest du Tchad, les pâturages sont saturés en raison de l'arrivée d'éleveurs centrafricains et du blocage de la descente de certains transhumants tchadiens à la frontière centrafricaine par l'armée tchadienne. Les attaques de villages au nord de la Centrafrique par des hommes armés non-identifiés ressemblent à des mesures d'intimidation dans la perspective de la transhumance. Afin d'éviter que les conflits sur les ressources ne dégénèrent et que la descente des troupeaux en Centrafrique ne se fasse dans la violence, les autorités tchadiennes, centrafricaines et camerounaises et les ONG en charge des réfugiés devraient se concerter sous l'égide de la Minusca pour proposer aux éleveurs des lieux d'installation dans les trois pays qui combinent pâturages et sécurité. Cela nécessite bien sûr une acceptation à la fois des autorités mais aussi des communautés hôtes et des éleveurs. Ces nouvelles zones d'installation

⁷¹ Conscient de la nécessité de collecter un maximum d'informations sur les éleveurs, le bureau d'OCHA à Bangui a déjà réalisé une carte statique des couloirs de transhumance en RCA. Entretien de Crisis Group, responsable d'OCHA, Bangui, 5 octobre 2014.

⁷² Le Système d'information sur le pastoralisme au Sahel (SIPSA) mis en œuvre au Burkina Faso, au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Sénégal et au Tchad et coordonné par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Initiative élevage, environnement et développement (LEAD) est un bon exemple. « Mise en œuvre d'un système d'information sur le pastoralisme au Sahel », LEAD et Groupement d'intérêt scientifique pôle pastoral zones sèches (PPZS).

⁷³ De tels projets ont été mis en place dans d'autres pays subsahariens mais nécessitent au préalable de dialoguer avec les éleveurs transhumants. Voir B.G.J.S. Sonneveld, M.A. Keyzer, K. Georgis, S. Pande, A. Seid Ali, A. Takele, « Following the Afar: Using remote tracking systems to analyze pastoralists' trekking routes », *Journal of Arid Environments*, vol 73, n°11 (2009), p. 1046-1050. Entretien de Crisis Group, expert en pastoralisme, Paris, 1er décembre 2014.

⁷⁴ Voir le rapport de Crisis Group, *La crise centrafricaine : de la prédation à la stabilisation*, op. cit. Entretien de Crisis Group, personnel des Nations unies, Bangui, 26 juin 2014.

⁷⁵ Voir le « Rapport final du Groupe d'experts », op. cit.

seraient provisoires et ne donneraient lieu à aucun aménagement ni à aucune décision administrative qui pourraient fixer les éleveurs sur un territoire à long terme.

B. *Actions de moyen terme*

1. Développer la médiation intercommunautaire

Dans le Nord-Ouest de la Centrafrique et dans certaines localités comme Bambari au centre, les conflits d'accès aux ressources, doublés de fortes tensions communautaires entre les groupes d'éleveurs et les autres composantes de la population, rendent essentielle la redynamisation des anciens comités de médiation entre éleveurs et agriculteurs, dissous de facto par la crise.⁷⁶

Ces comités ont périçité pour deux raisons : la persistance des affrontements intercommunautaires et la confiscation par des hommes armés des instances traditionnelles de règlement des conflits. Le plan d'action d'urgence pour la réconciliation nationale en RCA lancé en mai 2014 devrait inclure cette problématique.⁷⁷ Les ONG spécialisées dans la prévention des conflits devraient, lorsque la situation sécuritaire le permet, tenter de donner un second souffle à ces mécanismes traditionnels en organisant des rencontres informelles entre les représentants des différentes communautés.⁷⁸ Dans ces enceintes, les échanges devraient notamment porter sur la reconnaissance de manière consensuelle des ententes coutumières passées. Pour donner corps à ces initiatives, les forces internationales (Minusca, Sangaris) devraient introduire dans les mesures de confiance des groupes armés l'interdiction de siéger au sein de ces arènes de concertation et d'échanges.

Parallèlement, les bailleurs de fonds devraient financer un véritable programme de sensibilisation afin de diffuser, outre des messages d'apaisement, des messages rappelant les intérêts communs et échanges entre éleveurs et cultivateurs (notamment l'usage des bêtes pour les travaux des champs et la fertilisation, ou le troc alimentaire : viande et lait contre produits agricoles). Ces messages devraient spécialement cibler les femmes qui jouent traditionnellement un rôle d'intermédiaire dans les échanges entre éleveurs et cultivateurs.⁷⁹ Le financement par les bailleurs de radios communautaires pourrait faciliter la diffusion de tels messages.

2. Réduire la vulnérabilité des éleveurs

Pour un éleveur, perdre son troupeau est une double peine : c'est à la fois perdre son revenu et son statut social. Cette situation plonge beaucoup d'entre eux dans une extrême pauvreté et favorise leur adhésion aux groupes armés. Il est donc indispensable de mettre en place des mesures de soutien aux éleveurs vulnérables en fournissant des activités génératrices de revenus et en étudiant d'ores et déjà les possibilités de relance de l'élevage.

⁷⁶ En RCA, ces instances sont également appelées comités d'entente et de règlement des conflits éleveurs-agriculteurs.

⁷⁷ Plan d'urgence pour la réconciliation nationale et la cohésion sociale, ministère de la Communication et de la Réconciliation nationale, Bangui, mai 2014.

⁷⁸ Afin de ne pas dévoyer le caractère traditionnel de ces comités, les ONG ne devraient pas offrir de compensations financières aux chefs traditionnels pour leurs actions de médiation. Entretiens de Crisis Group, chercheur sur le pastoralisme, Ndjama, 28 août 2014, et acteur humanitaire, Bangui, 5 octobre 2014.

⁷⁹ Entretien de Crisis Group, expert en pastoralisme, Paris, 27 novembre 2014.

Les éleveurs sans troupeaux qui vivent dans les camps de réfugiés du Tchad et du Cameroun devraient être inclus dans les programmes d'activités génératrices de revenus, tout comme les éleveurs sans troupeaux qui se sont installés en ville ou à leur périphérie. Chez les Peul les travaux manuels étant souvent déconsidérés, il sera difficile de les impliquer dans des projets à haute intensité de main d'œuvre.⁸⁰ D'autres canaux de réinsertion par le travail doivent donc être envisagés.

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) devrait réaliser une étude socioéconomique dans une dizaine de localités où des éleveurs sont concentrés afin d'identifier leurs besoins et de les aider à reprendre une activité. Cette étude devrait d'abord évaluer les pertes subies puis envisager les possibilités de recapitalisation du bétail⁸¹ ou de la formation des éleveurs à de nouveaux métiers, notamment dans le commerce, en fonction des conditions de sécurité et de l'environnement économique local.⁸²

La recapitalisation du bétail n'est possible que si elle épouse des formes traditionnelles de solidarité au sein des sociétés peul. Dans ces dernières, les éleveurs qui ont perdu leur cheptel en raison de catastrophes naturelles ou d'épidémies peuvent bénéficier de mécanismes de solidarité très efficaces mais très codifiés. Les prêts d'honneur ou « habbanaa'e », très pratiqués notamment chez les Wodaabe, correspondent au prêt par des éleveurs de vaches à d'autres éleveurs en détresse, qui ne conservent que la descendance du bétail prêté et remettent ensuite ce dernier à leurs propriétaires. Cela permet une réelle appropriation par les éleveurs de leurs nouveaux cheptels.⁸³ Toute action des acteurs de développement et des ONG humanitaires visant à reconstituer une partie des troupeaux des éleveurs doit s'inspirer de ces mécanismes d'entraide traditionnels. Par ailleurs, la formation à de nouveaux métiers est possible. Pour des éleveurs qui ont perdu leurs troupeaux, faire du commerce est par exemple souvent considéré comme une reconversion honorable.

Plus généralement, la réinsertion économique des éleveurs doit faire partie d'une stratégie globale de relance de l'économie et de reconstruction du tissu social. Dans beaucoup de villes centrafricaines, les marchés sont vides et les échanges commerciaux ont très fortement chuté. En fonction du contexte sécuritaire, cette étude devra proposer une série de mesures pour la recréation de filières de bétail, la relance des systèmes de production et la redynamisation des marchés.

⁸⁰ Entretien de Crisis Group, expert en pastoralisme, Paris, 8 décembre 2014.

⁸¹ Des recapitalisations de cheptel ont été expérimentées, notamment au Kenya dès 1983 et au Burundi en 2002. Suite à la perte de leurs troupeaux, les bénéficiaires des programmes ont reçu des bovins et/ou caprins dans l'objectif de poursuivre leur activité d'élevage. Si, au Kenya, le coût élevé du programme a été critiqué, dans les deux cas ces recapitalisations ont augmenté les capacités de résilience des communautés bénéficiaires. Patrick Kilby, « Emergency Relief Programmes for Pastoral Communities », *Development in Practice*, vol. 3, no. 2 (1993), p. 92-102, et « Programmes agricoles: de l'évaluation initiale à la mise en œuvre », Action contre la faim – International Network, décembre 2008. Il importe d'évaluer le seuil de rentabilité d'un troupeau avant d'effectuer leur reconstitution et de faire des prêts plutôt que des dons de bétail afin que les éleveurs soient motivés économiquement pour prendre soin de leur bétail et le faire prospérer. Entretien de Crisis Group, expert en pastoralisme, Paris, 27 novembre 2014. La recapitalisation du bétail est toutefois fortement liée aux conditions de sécurité locales. Dans les zones où les groupes armés s'en prennent régulièrement aux éleveurs, leur fournir du bétail, c'est prendre le risque d'en faire des cibles.

⁸² Dans la région du Haut Mbomou, des éleveurs peul qui ont perdu une partie de leurs troupeaux en raison des maladies ont été appuyés par des ONG pour entamer une reconversion dans les activités agricoles. Entretien de Crisis Group, acteur humanitaire, Bangui, 3 octobre 2014.

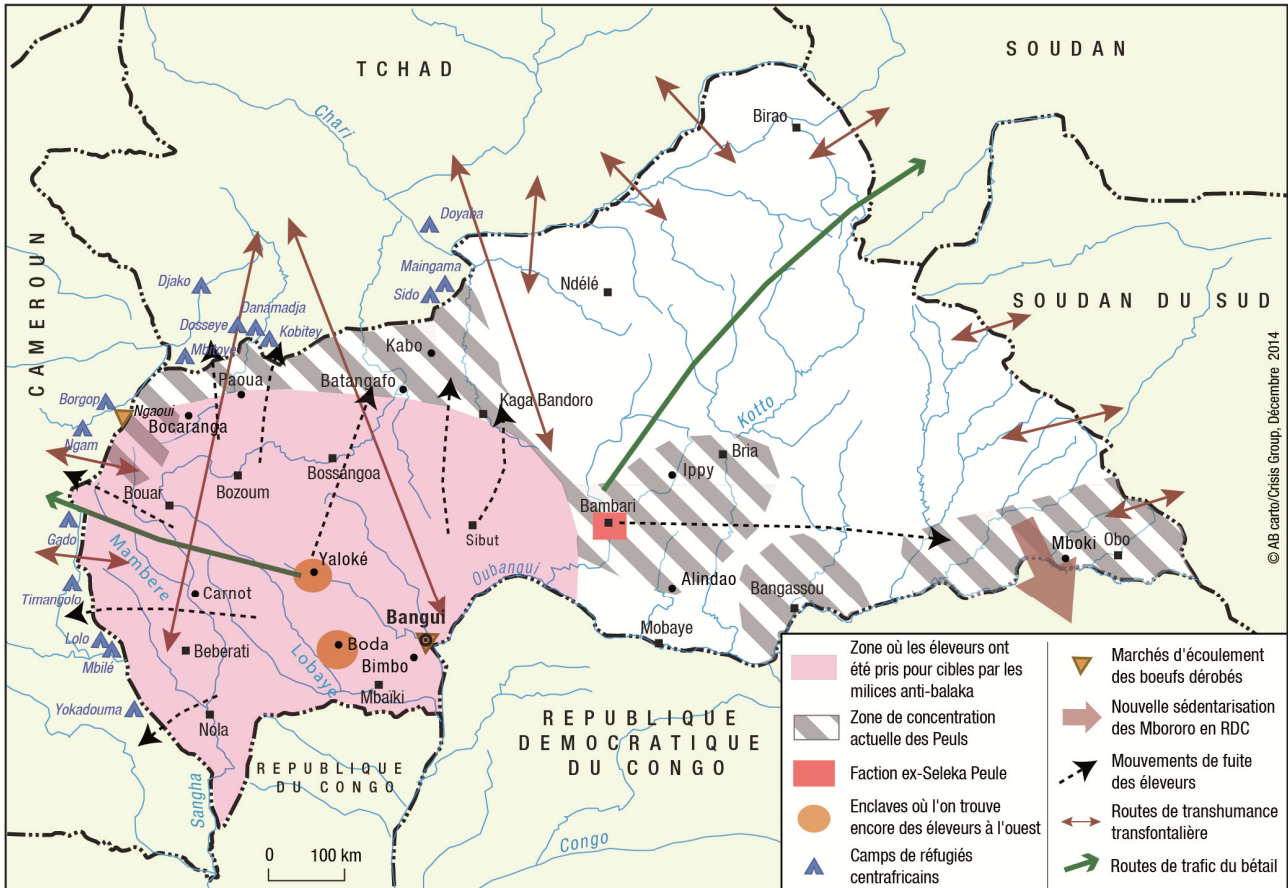
⁸³ Entretien de Crisis Group, expert du pastoralisme, Paris, 8 décembre 2014.

IV. Conclusion

Alors que la communauté internationale a les yeux braqués sur Bangui, une grande partie du conflit centrafricain se joue aujourd'hui ailleurs, dans la profondeur rurale du pays. Outre les affrontements entre miliciens anti-balaka et ex-Seleka, les zones rurales sont surtout le théâtre d'une confrontation autour de la richesse des pauvres : le bétail. Ce conflit dans le conflit est particulièrement difficile car il oppose des communautés et a des racines qui préexistent à la crise. Ceux qui sont actuellement au chevet de la Centrafrique doivent comprendre qu'au-delà des jeux politiques et sécuritaires du microcosme de la capitale, le conflit centrafricain prend la forme d'une guérilla rurale qui doit urgemment être prise en compte dans leur stratégie de sortie de crise.

Nairobi/Bruxelles, 12 décembre 2014

Appendix A : Impact de la crise centrafricaine sur le monde pastoral



Annexe B : A propos de l'International Crisis Group

L'International Crisis Group est une organisation non gouvernementale indépendante à but non lucratif qui emploie près de 125 personnes présentes sur les cinq continents. Elles élaborent des analyses de terrain et font du plaidoyer auprès des dirigeants dans un but de prévention et de résolution des conflits armés.

La recherche de terrain est au cœur de l'approche de Crisis Group. Elle est menée par des équipes d'analystes situées dans des pays à risque ou à proximité de ceux-ci. À partir des informations recueillies et des évaluations de la situation sur place, Crisis Group rédige des rapports analytiques rigoureux qui s'accompagnent de recommandations pratiques destinées aux dirigeants politiques internationaux. Crisis Group publie également CrisisWatch, un bulletin mensuel de douze pages offrant régulièrement une brève mise à jour de la situation dans la plupart des pays en conflit (en cours ou potentiel).

Les rapports et briefings de Crisis Group sont diffusés à une large audience par courrier électronique. Ils sont également accessibles au grand public via le site internet de l'organisation : www.crisisgroup.org. Crisis Group travaille en étroite collaboration avec les gouvernements et ceux qui les influencent, notamment les médias, afin d'attirer leur attention et de promouvoir ses analyses et recommandations politiques.

Le Conseil d'administration de Crisis Group, qui compte d'éminentes personnalités du monde politique, diplomatique, des affaires et des médias, s'engage directement à promouvoir les rapports et les recommandations auprès des dirigeants politiques du monde entier. Le Conseil d'administration est présidé par Mark Malloch-Brown, ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), et par Ghassan Salamé, doyen de l'École des affaires internationales de Sciences Po Paris. Ce dernier est également président par intérim de l'organisation du 1^{er} juillet au 31 août 2014.

Le nouveau président-directeur général de Crisis Group, Jean-Marie Guéhenno, prendra ses fonctions le 1^{er} septembre. Monsieur Guéhenno était le secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix des Nations unies de 2000 à 2008, et l'envoyé spécial adjoint des Nations unies et de la Ligue arabe en Syrie en 2012. Il a quitté ce poste pour présider la commission de rédaction du livre blanc français de la défense et de la sécurité nationale en 2013. Il est actuellement professeur et directeur du Centre pour la résolution internationale des conflits à l'université de Columbia.

Crisis Group a son siège à Bruxelles et dispose de bureaux ou de représentations dans 34 villes : Bagdad/Souleimaniye, Bangkok, Beyrouth, Bichkek, Bogotá, Dakar, Dubaï, Gaza, Islamabad, Istanbul, Jérusalem, Johannesburg, Kaboul, Le Caire, Londres, Mexico, Moscou, Nairobi, New York, Pékin, Séoul, Toronto, Tripoli, Tunis et Washington. Crisis Group couvre environ 70 pays et territoires touchés ou menacés par des crises sur quatre continents. En Afrique, il s'agit de : Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Érythrée, Éthiopie, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Libéria, Madagascar, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Tchad et Zimbabwe ; en Asie : Afghanistan, Cachemire, Corée du Nord, Détroit de Taïwan, Indonésie, Kazakhstan, Kirghizstan, Malaisie, Myanmar, Népal, Ouzbékistan, Pakistan, Philippines, Sri Lanka, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste et Turkménistan ; en Europe : Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Chypre, Géorgie, Kosovo, Macédoine, Russie (Caucase du Nord), Serbie et Turquie ; au Moyen-Orient et en Afrique du Nord : Algérie, Bahreïn, Égypte, Iran, Irak, Israël/Palestine, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Sahara occidental, Syrie, Tunisie et Yémen ; et en Amérique latine et aux Caraïbes : Colombie, Guatemala, Mexique et Venezuela.

En 2014, Crisis Group reçoit le soutien financier d'un grand nombre de gouvernements, de fondations institutionnelles et de donateurs privés, ou elle s'apprête à renouveler ses relations avec certains d'entre eux. Crisis Group reçoit un soutien financier des agences et départements gouvernementaux suivants : l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), l'Agence américaine pour le développement international, l'Agence autrichienne pour le développement, le ministère canadien des Affaires étrangères, du commerce et du développement, l'Instrument de stabilité de l'Union européenne, la Principauté du Liechtenstein, le Centre canadien de recherches pour le développement international, le Département du Royaume-Uni pour le développement international, le Département fédéral des affaires étrangères de la Confédération suisse, le ministère belge des Affaires étrangères, le ministère danois des Affaires étrangères, le ministère fédéral allemand des Affaires étrangères, le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce, le ministère finlandais des Affaires étrangères, le ministère français des Affaires étrangères, le ministère luxembourgeois des Affaires étrangères, le ministère néerlandais des Affaires étrangères, le ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce, le ministère norvégien des Affaires étrangères, le ministère suédois des Affaires étrangères, et Irish Aid.

Crisis Group entretient aussi des relations avec les fondations institutionnelles et privées suivantes : la Carnegie Corporation de New York, la Fondation Adessium, la Fondation John D. et Catherine T. MacArthur, la Fondation Oak, la Fondation de Henry Luce, le Fonds Ploughshares, la Fondation Stanley, le Fonds Rockefeller Brothers, les Fondations Open Society, l'Initiative Open Society pour l'Afrique de l'Ouest, Humanity United, et VIVA Trust.

International Crisis Group

Headquarters

Avenue Louise 149
1050 Brussels, Belgium
Tel: +32 2 502 90 38
Fax: +32 2 502 50 38
brussels@crisisgroup.org

New York Office

newyork@crisisgroup.org

Washington Office

washington@crisisgroup.org

London Office

london@crisisgroup.org

Moscow Office

moscow@crisisgroup.org

Regional Offices and Field Representation

Crisis Group also operates out of over 25 locations in Africa, Asia, Europe, the Middle East and Latin America.

See www.crisisgroup.org for details